

Les travaillistes remportent les élections en Australie

(LIRE PAGE 30)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

Télex MONDPAR 650572 F

C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Le recul de la gauche en Allemagne fédérale et en France

La victoire de M. Kohl provoque une forte poussée du mark

L'opposition conquiert seize villes de plus de trente mille habitants

Une hypothèque levée

La victoire de M. Helmut Kohl sera accueillie avec d'autant plus de soulagement par les partenaires de la R.F.A. qu'elle a été largement acquise. Sans doute, tout au long de cette campagne, s'était-on un peu exagéré hors des frontières de la République fédérale la part qu'y tenait la controverse sur les euromissiles. Le débat électoral aura été bien davantage dominé en fin de compte par les questions économiques et sociales. Si le chancelier l'a emporté, c'est surtout parce qu'il a très bien su cultiver l'image d'une sorte de Pinay à l'allemande, animé par un gros bon sens. L'homme de la rue s'y est montré aussi sensible que les milieux d'affaires.

Il n'en est pas moins vrai que, dans bien des capitales, on attendait avec une certaine anxiété la décision des électeurs d'outre-Rhin. Même si elle semblait parfois préoccuper davantage l'étranger que les Allemands eux-mêmes, la question des euromissiles était bel et bien posée depuis des mois. L'ampleur de certaines manifestations pacifistes, quelque jugement que l'on portât sur leurs commanditaires ou organisateurs véritables, ne pouvait que nourrir les inquiétudes quant à un glissement de la République fédérale vers le neutralisme. Il en allait de même de l'évolution du parti social-démocrate après son éviction du pouvoir.

C'est précisément ce risque de dérapage anti-atlantique de la R.F.A. que M. Mitterrand entendait combattre quand il s'est adressé le 20 janvier au Bundestag à l'occasion du vingtième anniversaire du traité de l'Élysée. De ce point de vue, il peut estimer réconfortante la victoire des conservateurs outre-Rhin, bien que, sur d'autres terrains, elle soit loin de ne présenter que des avantages pour Paris.

Chez les autres partenaires atlantiques de la R.F.A. aussi la satisfaction ne va pas sans une

Les Verts et les libéraux seront représentés au Bundestag

L'élection d'un nouveau Bundestag, dimanche 6 mars, en R.F.A., s'est soldée par une large victoire du chancelier Kohl, assuré de disposer dans la prochaine Assemblée d'une majorité de cinquante-huit sièges. Le parti chrétien-démocrate obtient en effet 48,8 % des suffrages (soit une progression de 4,3 points par rapport au scrutin du 5 octobre 1980), et son allié libéral, avec 6,9 %, est assuré de demeurer au Bundestag.

L'opposition social-démocrate enregistre un recul d'une ampleur inattendue, avec 38,8 % des suffrages (-4,7 points par rapport à 1980). Quant aux Verts, ils font, avec 5,6 %, leur entrée au Parlement fédéral, comme les sondages d'opinion le leur laissaient espérer.

Sur les marchés des changes, redoutant une offensive contre le franc au profit du mark, la Banque de France - qui avait déjà dû céder plusieurs centaines de millions de dollars au début de la matinée de lundi - a cessé de défendre le cours médian de 2,8350 francs pour un deutschemark et a laissé librement monter cette monnaie, qui a progressé de 2 % à 2,89 francs, nouveau cours record, non loin du cours plafond de 2,8985 francs. De ce fait, le dollar a monté à Paris, de 6,85 francs à plus de 6,90 francs.

De notre correspondant

Bonn. - Les électeurs allemands ont choisi le pluralisme dans la clarté. Le pluralisme : non contents de maintenir les libéraux au Bundestag, ils y ont introduit les Verts, ce qui, en comptant la C.S.U. bavaroise comme formation à part entière, porte à cinq le nombre des partis représentés au Parlement ouest-allemand. La clarté : ils ont pleinement ratifié le renversement d'alliance qui, le 1^{er} octobre, porta M. Helmut Kohl au pouvoir.

La coalition chrétienne-démocrate et libérale ne peut qu'être reconduite car, malgré sa performance éclatante, la C.D.U. n'obtient pas la majorité absolue des sièges. Elle devra donc s'appuyer sur un F.D.P. diminué - il perd dix-huit mandats - mais presque miraculeusement sauvé. L'expression n'est pas trop forte : en Rhénanie-Palatinat, où parallèlement aux élections générales on renouvelait la Diète de Mayence, les libéraux poursuivent dans la ligne de leur série noire et, faute d'atteindre les 5 % des suffrages, disparaissent de la scène politique locale, laissant en tête-à-tête la C.D.U. et le S.P.D., une configuration qui comptait parmi les hypothèses émises au sujet du scrutin de dimanche.

Celui-ci, qui voit la C.D.U.-C.S.U. remporter son plus gros succès depuis 1957, est ressenti par beaucoup comme une sorte de victoire du « bon sens ». La C.D.U. n'est pas faite pour l'opposition ; elle s'était résignée mais sans y prospérer ; elle est un parti de gouvernement. En treize semaines, elle a su le

rappeler à l'électorat. Son programme se résumait en un « J'y suis, je veux y rester ». Il a été endossé par les électeurs qui, en votant C.D.U., avaient l'impression de voter pour une relève, longtemps attendue. L'intermède social-libéral a eu beau durer treize ans, il avait quelque chose d'accidentel, et aurait pris fin avant terme sans la forte personnalité de M. Helmut Schmidt. « Helmut II », comme on s'amuse à appeler son successeur, n'a pas la même stature, mais la victoire de son parti est aussi la sienne. Il a inspiré confiance, comme le répétaient les affiches électorales de la C.D.U. Il n'a commis aucune erreur de parcours et il se retrouve au but comme il avait pris le départ : dans l'épanouissement.

Il s'en est fallu de trois mandats pour dispenser M. Kohl du concours du F.D.P. En son for intérieur, il se félicite peut-être d'être obligé d'y recourir. Car son partenaire dans l'« union », la C.S.U., qui a enlevé plus de 60 % des suffrages en Bavière, n'aurait plus connu de mesure. L'entretien qu'il a eu dès ce lundi avec M. Franz Josef Strauss devrait permettre de voir plus clair dans l'équilibre des forces en présence. La C.S.U. « a fait un malheur » en Bavière, mais partout ailleurs, la C.D.U. est en progression par rapport à 1980 - année où son candidat à la chancellerie s'appelait Franz Josef Strauss.

ALAIN CLÉMENT.

(Lire la suite page 29.)

Large succès du R.P.R. à Paris, M. Defferre en difficulté à Marseille

En France, les résultats du premier tour des élections municipales traduisent un net recul de la majorité, qui perd d'ores et déjà seize villes de plus de trente mille habitants. L'opposition en prend huit au P.C. et huit au P.S. La gauche conserve toutefois vingt-deux des villes de cette catégorie qu'elle avait conquises en 1977. A Paris, le scrutin consacre un succès quasi total des listes de M. Jacques Chirac.

Selon les statistiques du ministère de l'intérieur, publiées lundi 7 mars en fin de matinée, l'opposition détient en métropole 61,71 % des sièges dans l'ensemble des communes contre 38,14 % pour la majorité et 0,13 % (550 sièges) pour les écologistes. La participation au scrutin a été de 78,36 %.

A la veille du premier tour du scrutin, M. Jacques Chirac avait souhaité que le gouvernement reçoive un « avertissement sans frais ». Au soir du 6 mars, le président du R.P.R., qui triomphe dans la capitale (lire page 3 l'article d'André Passeron), a pu, à bon droit, parler d'un « avertissement sans équivoque ». De fait, les chiffres sont sans équivoque. Ils confirment l'inversion complète du rapport des forces entre la droite et la gauche, inversion qui avait déjà été mesurée par les diverses consultations cantonales partielles qui ont eu lieu entre le mois d'avril 1982 et le mois de février 1983 (le Monde daté 6-7 février).

La majorité recule de 6,24 points par rapport au premier tour de 1977 et de 7,57 points par rapport au second tour de l'élection présidentielle de 1981 (1).

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 3.)

(1) Selon les résultats que nous avons publiés le 16 mars 1977, la gauche et l'extrême-gauche totalisaient 52,98 % des suffrages exprimés, entre 46,74 % en 1983, dans les villes de plus de trente mille habitants.

La droite *stricto sensu* atteignait 44,77 % en 1977, elle recueille 51,74 %. Au second tour de l'élection présidentielle, M. Mitterrand avait obtenu 54,27 % dans ces mêmes villes. Les chiffres s'entendent en métropole et dans les DOM.

Les résultats selon le ministère de l'intérieur (France métropolitaine)

	VOIX (1)	%	SIÈGES (1)
Inscrits	36 233 581		
Votants	28 394 258	78,36	Total
Abstentions	7 839 323	21,63	Ballottages ..
Exprimés	27 520 144 (2)	75,95	411 236
LISTES :			
Extrême gauche ..	138 056	0,54	Extr. g.
P.C.	599 511	2,36	P.C.
Un. gauche	7 201 133	28,36	P.S.
P.S.	1 206 162	4,75	M.R.G.
Div. gauche	948 442	3,73	Div. gauche ..
Gauche-centristes ..	2 226 919	8,77	Écologistes ..
Écol.	147 884	0,58	R.P.R.
Div. dr. (3)	12 894 312	50,78	U.D.F.
Extr. dr.	27 970	0,11	Div. droite ..
			Extr. droite ..

(1) Nous avons totalisé les chiffres donnés par le ministère de l'intérieur, qui portaient, d'une part, sur les communes de moins de 3 500 habitants et de l'autre sur celles de plus de 3 500 habitants.

(2) Le total ne correspond pas exactement aux suffrages exprimés, en raison du mode de scrutin appliqué dans certaines communes de moins de 3 500 habitants, qui autorise vote préférentiel et panachage.

(3) Les listes R.P.R., U.D.F. et divers droite sont regroupées. En sièges, les divers droite obtiennent 50,57 %, le R.P.R. 4,89 %, l'U.D.F. 6,19 %.

Attention, fragile !

Le succès de l'opposition au premier tour des élections municipales est incontestable et, au reste, incontesté. Il était prévu dans une certaine mesure, mais la mesure a dépassé la prévision. L'appréciation de ce renversement électoral par rapport à la consultation analogue de 1977 doit être nuancée sur deux points : le reflux de la gauche est moins fort que ne l'avait été celui de la droite il y a six ans, et le succès du 6 mars doit être confirmé le 13 pour prendre toute sa valeur. D'où la juste précaution des dirigeants de l'opposition, qui se gardent de chanter victoire avant l'heure, pour maintenir en l'état la mobilisation particulièrement réussie de leurs électeurs. D'où la reconnaissance de l'échec par les chefs de file de la gauche qui appellent leurs troupes à mieux contenir, au second tour, la poussée adverse.

D'une consultation municipale à une autre, c'est le pouvoir, au niveau national, qui est sanctionné. Mais pas le même, puisque, entre-temps, il a changé de mains. La gauche se faisait mieux entendre il y a six ans dans l'opposition qu'aujourd'hui dans la majorité. Les réformes qu'elle a mises en œuvre, les progrès qu'elle a apportés, les efforts qu'elle a déployés avec un début de succès dans certains domaines, ne compensent pas ses insuffisances, ses échecs, et les craintes qu'elle fait naître. Paradoxalement, la décentralisation, qui donne aux communes une plus large marge d'action, va se retourner contre elle, si, comme on peut le penser, elle perd la plupart des villes qu'elle avait conquises six ans plus tôt.

L'extension du secteur public ne la sert pas davantage aux yeux de l'opinion ; les avantages sociaux qu'elle a distribués ont été, à peine offerts, digérés ; le doute demeure sur le succès de la lutte contre l'inflation et les points marqués contre le chômage paraissent mineurs. En regard, les menaces sur la tenue du franc, l'épuisement des réserves, l'augmentation de l'endettement, la progression des dépenses sociales, donnent le sentiment d'une fuite en avant.

A. L.

(Lire la suite page 2.)